



Conditions de livraison Conditions de paiement applicable à compter du 1er Juillet 2022

A. Dispositions générales

I. Entrée en vigueur

1. Les présentes conditions de livraison et de paiement s'appliquent uniquement aux entreprises, aux personnes morales de droit public ou à un patrimoine exceptionnel de droit public. 2. Nos livraisons et prestations sont réalisées exclusivement sur la base des conditions énoncées ci-après. Des conditions de l'acheteur qui sont différentes ou qui entrent en contradiction s'appliquent uniquement si nous y avons consenti expressément par écrit.

II. Offres, déclarations

1. Nos offres sont sans engagement et peuvent être librement révoquées à tout moment jusqu'à leur acceptation.
2. Des déclarations verbales sont non contraignantes si elles ne sont pas confirmées par écrit.

III. Documents remis

Nous nous réservons les droits de propriété et d'auteur dans tous les documents transmis à l'acheteur en rapport avec la passation de commande, comme par ex. les calculs, les dessins etc. Ces documents ne doivent pas être rendus publics à des tiers, à moins que nous donnions notre approbation écrite expresse. Si le contrat n'est pas réalisé, ces documents doivent nous être restitués sur notre première demande. Cette dernière disposition ne s'applique pas s'il existe une obligation légale de l'acheteur en matière de conservation des documents.

IV. Conditions de paiement et prix, rétractation du contrat

1. Sauf disposition contraire, les paiements doivent être effectués sans déduction d'escompte, dans un délai de 30 jours à compter de la date de facture d'une manière à ce que nous puissions disposer du montant à la date d'échéance.
2. Tous les prix s'entendent départ usine (Dillingen ou Dünkirchen) et hors taxe sur la valeur ajoutée.
3. Sauf disposition contraire, tous les prix s'entendent pour des tonnes métriques (t = 1000 kg).
4. En cas d'enlèvement de la marchandise par l'acheteur lui-même dans des véhicules imposés par l'acheteur, nous calculons une majoration à hauteur de 5 Euro/t au titre des surcoûts internes que nous subissons.
5. L'acheteur supporte les surcoûts qui résultent de la réalisation de la livraison et pour lesquels aucun montant n'est convenu, à moins que nous n'ayons à répondre de l'existence desdits coûts.
6. Si les taxes et d'autres coûts externes (notamment des frais de transport) contenus dans le prix convenu sont modifiés ou si de nouveaux sont créés, nous sommes autorisés à augmenter le prix du montant correspondant ou tenu d'effectuer une diminution du prix.
7. Si une inspection/un contrôle des matériaux est convenu, l'acheteur supporte les coûts qui se présentent en raison de sa participation dans l'usine ou en raison de l'intervention de tiers. L'inspection est effectuée dans l'usine convenue.
8. Si le début de la production est retardé de plus de six mois pour des raisons dont nous ne devons pas répondre, nous sommes en droit de nous rétracter du contrat.
9. En cas de retard de paiement, des intérêts moratoires sont réclamés au taux légal.
10. Si notre droit au paiement est menacé en conséquence de circonstances survenues ultérieurement qui entraînent une importante dégradation de la situation financière de l'acheteur, nous sommes en droit de rendre le paiement immédiatement exigible.
11. Si l'acheteur accuse un retard d'un paiement arrivé à échéance ou si une ouverture d'une procédure d'insolvabilité est demandée, nous sommes habilités (i) à refuser la livraison de la marchandise, (ii) à interdire le traitement ultérieur de la marchandise livrée, (iii) à reprendre la marchandise et, le cas échéant, à pénétrer dans l'exploitation de l'acheteur et à prendre possession de la marchandise. La reprise ne constitue pas une rétractation du contrat.
12. Dans les cas cités aux points 10 et 11, nous pouvons révoquer l'autorisation d'encaissement (A.VII. point 7) et demander des paiements anticipés pour les livraisons non encore exécutées.
13. L'acheteur peut écarter les conséquences juridiques citées aux points 10 à 12 par un dépôt de garantie sans risque d'insolvabilité à hauteur de notre droit au paiement menacé.
14. Les prescriptions légales relatives au retard de paiement demeurent inchangées.

V. Garanties

1. Il existe un principe qui envisage qu'aucune livraison de marchandises non couverte par une garantie ne doit être effectuée. Dans la mesure du possible et si ceci est économiquement raisonnable, nous essayons par principe de garantir notre livraison de marchandises par la conclusion d'assurances crédit. S'il n'existe aucune provision ou aucune provision suffisante de par l'assurance crédit, nous pouvons exiger, selon notre choix, la constitution de sûretés habituelles pour garantir nos créances, selon leur nature et leur étendue, de manière conditionnelle ou limitée dans le temps.
2. Dans le cas où l'acheteur ne constitue pas les garanties requises au point 1 ou si une garantie existante est annulée pour des raisons qui ne relèvent pas de notre responsabilité, nous sommes en droit d'arrêter à tout moment le début de la production et l'expédition des marchandises.

VI. Compensation, rétention

Seules des créances non contestées ou constatées judiciairement par décision ayant force de chose jugée pourront faire l'objet de compensations ; l'acheteur peut faire valoir un droit de rétention uniquement s'il repose sur des prétentions issues de la même relation contractuelle.

VII. Clause de réserve de propriété

1. Toutes les marchandises livrées restent notre propriété (marchandise sous réserve) jusqu'au paiement de toutes les créances, y compris des créances du soldé de compte auxquelles nous avons droit dans le cadre de la relation commerciale. Ceci s'applique aussi aux créances à naître et conditionnées, par exemple découlant de lettres de change. 2. L'usage et la transformation des marchandises sous réserve ont lieu à notre profit en tant que producteur conformément à l'article 950 du code civil allemand (BGB), sans nous y engager. La marchandise usinée et transformée est considérée comme une marchandise sous réserve au sens du point 1. 3. En cas de transformation, d'intégration et de combinaison de la marchandise sous réserve avec d'autres marchandises par l'acheteur, nous avons un droit de copropriété sur la nouvelle chose à hauteur de la valeur facturée de la marchandise soumise à réserve. Dans l'hypothèse où notre propriété prend fin à la suite d'une intégration, d'une combinaison ou d'une transformation, l'acheteur nous cède dès lors les droits de propriété et droits éventuels qui lui appartiennent en ce qui concerne ce nouvel état ou cette nouvelle chose dans la mesure de la valeur facturée de la marchandise sous réserve, en cas de transformation en proportion de la valeur facturée de la marchandise sous réserve à la valeur facturée, et en assure la garde gratuite pour nous. Nos droits de copropriété sont également considérés comme une marchandise sous réserve au sens des dispositions du point 1.
4. L'acheteur ne peut revendre la marchandise sous réserve qu'au cours des échanges commerciaux usuels, à ses conditions de vente normales et dans la mesure où il n'est pas en retard de paiement et à condition de se réserver la propriété de la chose vendue et d'opérer à notre profit une cession des créances nées de la revente, conformément aux dispositions des points V. 5. et V. 6. des présentes conditions. Il n'est pas autorisé à disposer autrement de la marchandise sous réserve. L'utilisation de la marchandise sous réserve aux fins de l'exécution de contrats de services et de contrats de louage d'ouvrage est également considérée comme une revente au sens de la section A. VII.
5. Les créances de l'acheteur issues de ladite revente de la marchandise sous réserve nous sont dès lors cédées. Elles sont affectées à la garantie de nos créances au même titre que la marchandise grevée par la réserve de propriété au sens des dispositions du point 1.
6. Si la marchandise sous réserve est vendue par l'acheteur avec d'autres marchandises qui n'ont pas été vendues par nous, alors la créance tirée de cette revente nous sera cédée dans la proportion de la valeur facturée de la marchandise sous réserve par rapport à la valeur facturée des autres marchandises vendues. En cas de revente des marchandises sur lesquelles nous détenons des droits de copropriété au sens du point 3, une partie qui correspond à notre part de copropriété nous est cédée.
7. L'acheteur est en droit de procéder au recouvrement des créances nées de la revente, à moins que nous ne révoquions l'autorisation d'encaissement dans les cas précisés à la section A. IV point 12. Sur notre demande, l'acheteur a l'obligation d'informer immédiatement ses clients de la cession de créances opérée à notre profit - dans la mesure où nous ne le faisons pas nous-mêmes - et de nous communiquer l'ensemble des informations et documents nécessaires à l'encaissement. L'acheteur n'est en aucun cas autorisé à céder la créance à un tiers ; il en est de même pour tous les types de factoring qui ne sont pas permis à l'acheteur, même pas en raison d'un mandat d'encaissement.
8. L'acheteur est tenu de nous informer immédiatement d'une saisie ou de toute autre affectation causée par des tiers.
9. Si la valeur des garanties existantes dépasse la totalité des créances assurées de plus de 10 %, nous sommes alors obligés de libérer sur demande de l'acheteur, selon notre choix, les garanties à cet égard.

VIII. Lieu d'exécution et for

Le lieu d'exécution et le for pour les deux parties au contrat est Dillingen/Saar. Nous sommes cependant en droit de porter plainte contre l'acheteur sur son lieu de juridiction.

B. Exécution de la livraison

I. Délais de livraison, dates de livraison

1. Si des délais de livraison sont convenus, le délai commence à courir au plus tôt à la date de notre confirmation de commande, mais avant la complète mise au point de tous les détails de la commande ; il en est de même pour les dates de livraison.
2. Si l'acheteur n'accomplit pas ses obligations contractuelles dans les délais, y compris les obligations de coopération et obligations secondaires, telles que l'ouverture d'un accreditif, production d'attestations nationales ou internationales, versement d'un acompte ou autre, nous sommes autorisés - sans préjudice de nos droits issus de la mise en demeure de l'acheteur - à prolonger raisonnablement nos délais et dates de livraison en fonction de nos besoins de production.
3. Pour le respect des délais et dates de livraison, le moment de l'expédition départ usine est déterminant. Si la marchandise ne peut pas être livrée dans les délais, et ce, sans faute de notre part, les délais et dates de livraison sont considérés comme respectés au moment de l'émission de l'avis de disponibilité pour expédition.

II. Force majeure et sanctions économiques

1. Le terme «force majeure» désigne toutes circonstances qui (i) sont indépendantes de la volonté de la partie invoquant la force majeure, (ii) n'étaient pas raisonnablement prévisibles lors de la conclusion du contrat et (iii) rendent impossible ou compliquent pour la partie invoquant la force majeure l'exécution d'une obligation en vertu du présent contrat ou (iv) l'acquisition ou la vente prévue. La transformation prévue ou toute autre utilisation des produits et/ou services contractuels ainsi que des matières premières, produits semi-finis, biens intermédiaires ou pièces utilisés. Les causes de force majeure peuvent inclure, sans s'y limiter:
 - a. Les catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, les incendies, les inondations, les maladies (en particulier les maladies transmissibles) et la libération de radiations, de substances biologiques ou chimiques;
 - b. La guerre, la guerre civile, le terrorisme, les conflits armés, les émeutes, les manifestations, les grèves et les lock-out;
 - c. Des sanctions économiques, commerciales ou financières, des embargos, des interdictions d'importation ou d'exportation, des exigences d'autorisation, des droits de douane punitifs, des quotas, d'autres restrictions à la circulation des marchandises, des services ou des paiements et des mesures comparables de par leur objet ou leur effet (ci-après dénommées «sanctions économiques»).

2. L'acheteur garantit que, compte tenu des parties, de leurs ayants-droit économiques, de l'objet du contrat et de toutes autres circonstances (notamment l'acheteur final), qu'aucune sanction économique n'existe, n'a été annoncée ou n'est envisagée au moment de la conclusion du présent contrat, et qui surviendrait à la conclusion ou l'exécution du présent contrat en intégralité ou en partie. L'acheteur surveillera en permanence, après conclusion du présent contrat, la situation concernant l'annonce de potentielles sanctions économiques et nous en informera immédiatement.3. Dans le cas de force majeure, la partie concernée en informera immédiatement l'autre partie sous indication des raisons. La partie concernée est en droit de refuser l'exécution de la prestation concernée pendant la durée du cas de force majeure, l'autre partie étant alors de même autorisée de refuser la contre-prestation qui lui incombe. Aucune partie ne peut faire valoir de droits résultant d'un retard ou d'un défaut d'exécution d'une prestation imputable à un cas de force majeure.
4. Dans le cas où nous partons de bonne foi d'un cas de force majeure, dont l'existence est toutefois contestée par l'acheteur, les dispositions de l'alinéa 3 ci-dessus s'appliquent également jusqu'à clarification définitive.
5. Si le cas de force majeure persiste pendant plus de 90 jours après la réception de la notification visée au paragraphe 3 ci-dessus, chaque partie est en droit de résilier le contrat. Si le cas de force majeure persiste uniquement en raison du refus d'une partie de satisfaire ses obligations dans le cadre des paragraphes 6 et 7 ci-dessus, seule l'autre partie est en droit de déclarer la fin du contrat.
6. Les parties coopéreront avec l'acheteur dans la mesure du possible pour remédier à un cas de force majeure, par exemple en déposant une demande d'exemption de sanction économique. A notre demande, l'acheteur mettra à disposition toutes les informations et tous les documents pertinents, notamment en ce qui concerne le lieu de destination, l'acheteur final et l'utilisation prévue des produits ou services contractuels ainsi que sa propre organisation, celle de l'acheteur final et leurs ayants droit économiques respectifs.
7. Dans le cas où la survenance ou la persistance d'un cas de force majeure résultant d'une sanction économique peut être évitée ou supprimée par une modification des dispositions du présent contrat, l'acheteur s'engage à envisager d'accepter de telles modifications, à moins que celles-ci n'entraînent un désavantage déraisonnable auquel il ne peut être remédié, même par la constitution d'une garantie ou d'autres mesures compensatoires. Les modifications possibles du contrat peuvent notamment concerner
 - a. La modification des dates de livraison, la suppression ou la réduction des délais de livraison et de paiement;
 - b. Le transfert de propriété et la prise de possession des marchandises; ou
 - c. La renonciation temporaire ou définitive à des droits de refus d'exécution, notamment en ce qui concerne les paiements.

III. Mesure, poids et qualité

Les écarts dimensionnels, de poids et de qualité sont tolérés s'ils sont conformes aux normes EN/DIN ou s'il s'agit là d'une pratique légale. Les poids sont établis sur nos balances étalonnées et font autorité pour la facturation. Le justificatif du poids est fourni par la présentation du compte-rendu de pesage. Dans la mesure où la pesée, article par article, n'est pas usuelle, le poids total à l'expédition fait foi. Les écarts constatés par rapport aux différents poids calculés seront répartis proportionnellement à ceux-ci.

IV. Expédition, emballage, transfert des risques

1. Nous déchargeons le transporteur ou l'agent de transport.
2. Si le chargement ou le transport de la marchandise est différé pour un motif imputable à l'acheteur, nous sommes en droit d'entreposer à notre discrétion la marchandise aux frais et risques de l'acheteur, de prendre toute mesure estimée justifiée pour la sauvegarde de la marchandise et de facturer la marchandise comme étant livrée. Il en va de même à défaut d'enlèvement de la marchandise dans les quatre jours suivant notification de la mise à disposition. Les dispositions légales relatives au retard d'acceptation s'appliquent.
3. Si ceci répond aux usages commerciaux, nous livrons la marchandise sous emballage ou avec une protection anti-corrosion, et ce aux frais de l'acheteur. Les moyens d'emballage, de protection et de transport ne sont pas repris.
4. En cas de dégâts dus au transport, l'acheteur doit immédiatement faire constater les faits auprès des services compétents.
5. Dès que la marchandise a été transmise à l'expéditeur ou au transporteur, mais au plus tard dans le moment où la marchandise quitte l'usine ou l'entrepôt, le risque de la perte ou de la détérioration éventuelle de la marchandise est transféré en tous cas à l'acheteur.
6. En cas d'enlèvement de la marchandise par l'acheteur lui-même, nous sommes en droit de refuser le chargement de véhicules qui ne semblent pas appropriés à un transport permettant une fiabilité du chargement ou qui ne disposent pas des moyens nécessaires à la sécurité du chargement.

V. Garantie légale

1. Cette description est destinée à stipuler la qualité conformément à l'article 434 alinéa 1 phrase 1 du Code Civil Allemand. Une garantie pour la qualité de l'objet au sens des II 442, 443 ou 444 du Code civil allemand (BGB) n'est pas donnée.
2. Selon l'examen qui lui incombe (I 377 du Code de commerce allemand), l'acheteur doit nous signifier sans délai si un défaut matériel se présente sur la marchandise que nous lui livrons. Dans un tel cas, l'acheteur doit nous donner la possibilité de nous convaincre sans délai du défaut faisant l'objet de la réclamation, et en particulier de mettre à disposition sur demande les marchandises contestées ou des échantillons de ces dernières.
3. En cas de réclamation pour vice justifiée et exercée sans retard, le choix nous reviendra de réparer ledit défaut ou de livrer une marchandise de remplacement en parfait état. Ce n'est que si nous ne satisfaisons pas à cette obligation dans un délai raisonnable que l'acheteur dispose d'un droit de rétractation du contrat, de diminution du prix d'achat ou d'une indemnisation - conformément à la directive énoncée à la section C.
4. Les droits pour vices d'un objet meuble se prescrivent par cinq ans pour une chose qui a été utilisée conformément à la manière habituelle d'utilisation pour une construction et qui a occasionné sa détérioration, sur une même année.
5. Lors de l'exécution d'une réception convenue de la marchandise, la revendication de droits pour cause de défaut d'une chose qui peut être constatée lors de la réception est exclue.

Conditions de livraison Conditions de paiement applicable à compter du 1er Juillet 2022

C. Limite générale de responsabilité

À défaut de dispositions contraires dans les présentes conditions, nous ne sommes tenus à la réparation du dommage qu'en présence d'une intention délictueuse ou d'une négligence grave de la part d'un représentant légal, d'un salarié dirigeant ou d'un auxiliaire d'exécution ou encore de la violation fautive d'une obligation contractuelle essentielle du contrat. En cas de dommage matériel et/ou de préjudice patrimonial engendrés par un dépassement de délai de notre fait ou par un défaut de notre marchandise ou par une autre violation des obligations, nous serons contraints à un paiement d'indemnité si nous avons causé le dommage par négligence particulièrement grave ou avec préméditation. Les prétentions pour dégradation d'une chose destinée à un usage privé ou une consommation privée en raison de la loi sur la responsabilité du fait des produits ainsi que les prétentions pour l'atteinte à la vie, à l'intégrité physique ou à la santé, pour quelque raison que ce soit, ne sont pas affectées par cette disposition.

D. Divers

I. Preuve d'exportation, douanes, taxes et impôts

1. Dans l'hypothèse où un acheteur résidant hors de la République fédérale d'Allemagne (acheteur hors territoire) ou son mandataire enlève la marchandise et la transporte ou l'expédie à l'étranger, l'acheteur doit nous apporter la preuve de cette exportation nécessaire à des fins fiscales. À défaut d'une production de preuve, l'acheteur doit payer la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur applicable aux livraisons réalisées sur le territoire de la République fédérale d'Allemagne.
2. Les livraisons transfrontalières se font de manière dédouanée et non imposée. L'acheteur supporte les droits de douanes, taxes et autres impôts qui doivent être collectés.

II. Dispositions particulières

1. Pour des opérations en triangle, en chaîne ou de type similaire dans lesquelles d'autres entreprises interviennent en plus de l'acheteur et de nous-mêmes et qui sont développées dans une commande client de manière transfrontalière, l'acheteur s'engage à satisfaire aux prescriptions légales nécessaires au traitement administratif adéquat dans les pays concernés, comme le numéro d'identification fiscale, le représentant fiscal etc
2. En guise de justificatif d'expédition pour des livraisons intracommunautaires, l'acheteur nous confirme l'obtention de la marchandise dans le pays de l'UE en question au moyen d'une attestation de réception que nous lui faisons parvenir avec la facture ou en tant qu'attestation collective.
3. De même, l'acheteur satisfera à toutes les conditions légales relatives à un transfert intracommunautaire ainsi qu'à un transport en dehors de l'UE.
4. Pour des exportations exonérées d'impôt conformément au § 4 n° 1a en comparaison avec le § 6 de la loi allemande relative à la taxe sur la valeur ajoutée (UstG) ou pour les exportations exonérées d'impôt selon le § 4 n° 1b en comparaison avec le § 6a de la loi allemande relative à la taxe sur la valeur ajoutée (UstG) dans des cas de traitement ou de transformation, nous sommes tenus de prouver que nous ou l'acheteur a expédié ou envoyé l'objet de livraison dans un pays tiers ou dans un autre territoire communautaire. Si la personne chargée du traitement ou de la transformation a son siège en Allemagne, les tôles demeurent à la personne allemande chargée du traitement ou de la transformation mandatée par l'acheteur. Dans cette mesure, l'acheteur devient le propriétaire des tôles en Allemagne. C'est la raison pour laquelle nous sommes contraints, à défaut d'une preuve de déplacement à l'étranger, de facturer à l'acheteur la taxe sur la valeur ajoutée allemande. Si la personne chargée du traitement et de la transformation a son siège dans un autre État membre de l'UE, nous devons également émettre une facture faisant mention de la taxe sur la valeur ajoutée allemande jusqu'à la fourniture d'une preuve relative à l'obtention de l'objet à l'étranger.

III. Loi applicable

1. Le droit de la République fédérale d'Allemagne s'applique exclusivement à tous les litiges survenant entre nous et l'acheteur.
2. Les règles relatives à la taxe sur la valeur ajoutée de la 6ème directive CE dans sa version en vigueur s'appliquent au décompte des livraisons depuis un État membre de l'UE vers un autre État membre, à moins qu'un droit national ne prévoie une disposition différente en accord avec la 6ème directive CE. Si nous sommes soumis à la taxe sur la valeur ajoutée, l'acheteur doit également régler la taxe sur la valeur ajoutée en plus du prix d'achat (net) convenu.

IV. Conditions supplémentaires relatives aux travaux à façon

Les dispositions suivantes s'appliquent aux travaux à façon de manière complémentaire ou de façon limitée:

1. Le donneur d'ouvrage devra livrer à temps et à ses frais les matériaux à transformer ainsi que tous les documents techniques nécessaires à la transformation.
2. Le matériel à traiter doit être exempt de défaut et doit correspondre aux valeurs indiquées. Il ne doit pas être entaché de défauts qui compliquent le traitement; il doit avoir les composants normaux pour le traitement prévu.
3. Tous les surcoûts et les dommages qui résultent du fait que le matériel ne correspond pas au point 2 (par ex. porosité, inclusions de sable, cassant, dureté ou autres circonstances augmentant le prix des travaux) sont facturés en sus. Ceci s'applique également aux surcoûts et aux dommages sur la base de documents techniques de mauvaise qualité (point 1). Si le matériel est inutilisable pour l'un de ces motifs ou sans que ceci soit de notre faute, nous disposons en plus d'un droit à rémunération des prestations que nous avons fournies jusqu'à la constatation du défaut.
4. Nous effectuerons soigneusement les travaux qui nous sont confiés. Nous n'avons pas à répondre des dommages ou des retards qui sont imputables à des défauts du matériel, à des erreurs dans les documents techniques ou dans d'autres renseignements ou à la déformation de la pièce pendant ou après le traitement. En cas de réclamation justifiée, présentée en bonne et due forme dans les délais impartis, nous nous engageons exclusivement à réparer la marchandise défectueuse. Si, par notre faute, les matériaux deviennent inutilisables, nous prendrons en charge la totalité de nos frais intervenus jusqu'à la constatation du vice. Nous sommes également disposés à retravailler le matériel de remplacement qui nous est envoyé gracieusement selon les conditions du présent Contrat.
5. Sauf disposition contraire, les ferrailles, copeaux et autres déchets deviennent notre propriété.